

La course à la présidence de l'Eurogroupe

L'Eurogroupe se cherche un nouveau chef. C'est un poste clé malgré sa difficulté. Le choix du candidat donnera le la pour l'avenir de la zone euro.

Que les quatre candidats à la présidence de l'Eurogroupe (groupe des ministres de la zone euro), dont le vainqueur sera connu ce lundi 4 décembre, se le disent : ce sont des longues heures, de lourdes responsabilités, beaucoup de stress. De plus, le job est surexposé et même pas rémunéré (et à peine défrayé).

« Cela a été une montagne russe »,

confie sans détour un proche du président sortant, le Néerlandais Jeroen Dijsselbloem. Son mandat s'achèvera en janvier et il ne remplira pas puisqu'il a perdu son poste de ministre des Finances plus tôt cette année après la déconfiture de son parti (socialiste) aux dernières élections aux Pays-Bas. Or, si la règle n'est pas écrite, les ministres préfèrent que leur président soit « un des leurs ». Pour la simple et bonne raison qu'un leader aussi ministre sait avec quelles contraintes de politique intérieure ses homologues doivent composer.

Le Benelux à l'avant-garde

Le poste a finalement été jusqu'ici le quasi-monopole du Benelux. Notre ancien ministre des Finances, Didier Reynders, a été le premier président de long terme de cette instance, en 2001. La raison était simple, le cénacle n'était

pas encore ce qu'il est aujourd'hui et n'avait pas de président attiré. C'était donc la présidence tournante semestrielle de l'UE qui s'en chargeait. Sauf qu'en 2001, le Conseil était présidé en début d'année par la Suède, pays hors zone euro. Il avait donc été demandé à la Belgique, qui allait lui succéder au

second semestre, de présider l'Eurogroupe pendant toute l'année.

C'est en septembre 2004, à Scheveningen aux Pays-Bas, que les douze ministres des Finances de la zone euro d'alors ont décidé de se doter d'un président plus permanent, le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker. Une première façon d'affirmer ce cénacle face à l'Ecofin, qui réunit aujourd'hui les ministres des Finances des 28. Au plus fort de la crise, en 2012, le Néerlandais Jeroen Dijsselbloem a succédé à Juncker.

À l'époque, les réunions étaient devenues principalement nocturnes et hebdomadaires. La parole était ultra prudente, car chaque déclaration pouvait affoler les marchés. On ne comptait pas le nombre de fois où les pays de la zone euro, réunis cette année-là autour de la crise grecque, s'étaient quittés sans accord, une fois sans même un mot à la presse qui avait veillé une bonne partie de la nuit.

Car c'est bien la crise profonde qu'a traversée la zone euro ces dernières années qui a largement contribué à asseoir l'autorité de l'Eurogroupe. C'est presque à se demander si les pays de la zone euro avaient conscience jusque-là des enjeux du partage d'une monnaie. La surveillance et la rigueur budgétaires existaient déjà depuis le Pacte de

stabilité, mais il était désormais clair que chaque pays était comme un domino capable d'ébranler de sa seule chute l'ensemble de la chaîne. L'Eurogroupe n'était pas en charge du législatif. tâche qu'il laisse à l'Ecofin, mais c'est là que les décisions cruciales pour la zone euro et sa politique économique sont adoptées. C'est lui qui a conçu, approuvé et veillé au grain à la mise en œuvre des engagements pris par les pays en crise (Grèce, Chypre, Portugal, Irlande) en échange de prêts financiers qui leur avaient été accordés une fois que les marchés financiers leur ont claqué la

porte au nez.

Un mi-temps non rémunéré

Jeroen Dijsselbloem a d'ores et déjà cédé la place à un nouveau ministre aux Pays-Bas, mais il a décidé (apparemment de façon assez unilatérale avec le seul soutien de Berlin) d'assurer l'intérim à la présidence de l'Eurogroupe jusqu'à janvier. Situation inédite, cette présidence est devenue son activité principale. Ce poste n'est en principe pas du tout rémunéré. Il est même quasi entièrement à la charge du pays qui en hérite. Ainsi, tout le staff de

Dijsselbloem dédié à l'Eurogroupe était rémunéré par les Pays-Bas. Dans son cas, trois personnes à temps plein (deux conseillers, un porte-parole) et quatre à cinq personnes à temps partiel. Les Pays-Bas prenaient aussi en charge les frais de missions ou de représentation engagés par ce staff. Une charge administrative qui a peut-être fait peur à la Belgique, même si de son temps, Juncker n'avait qu'un seul conseiller Eurogroupe.

Mais cette fonction est un sacré engagement. « En fonction du type de crise que la zone euro traverse, la présidence de l'Eurogroupe peut prendre 5 ou 50 % de votre temps », dit cette source. Ces fonctions viennent évidemment en plus des devoirs d'un ministre des Finances.

« On a passé de nombreux jours et nuits à Bruxelles pour négocier le programme grec. Dijsselbloem a visité tous les pays de la zone euro, il parle à tous ses collègues régulièrement. Surtout au téléphone pendant ses soirées et ses week-ends car tous sont des ministres avec des agendas chargés », explique-t-on chez Dijsselbloem. « Il n'hésitait jamais à sauter dans un avion si c'était nécessaire », explique une autre source.

« On sait ce qu'on a, on ne sait pas ce qu'on aura », avait dit de but en blanc, le chef du fonds de sauvetage de la zone euro (mis en place pendant la crise), Klaus Regling, interrogé sur les années Dijsselbloem. Le Néerlandais laisse d'une certaine manière l'Eurogroupe orphelin, puisque aucun autre prétendant n'a une personnalité si consensuelle aux yeux des grands argentiers. Sa force, nous dit-on, c'était le travail

qu'il menait en amont des réunions. Une maîtrise détaillée des dossiers, une capacité à réfléchir et à rebondir rapidement, une patience raisonnable. Il laisse derrière lui « de grands souliers à remplir », dit-on dans les couloirs des institutions européennes.

L'avenir de la zone euro dans le viseur

Le lancement dans la course de quatre ministres (la Lettone, le Slovaque, le Luxembourgeois et le Portugais) a compliqué le travail des bookmakers. Les pays comptent les voix en fonction des forces des différentes familles politiques autour de la table. Ainsi, les Libéraux sont nombreux au Conseil européen (chefs d'État et de gouvernement de l'UE), mais n'ont qu'un représentant à l'Eurogroupe, le candidat luxembourgeois, Pierre Gramegna, la faute aux coalitions politiques dans les différents États membres. Ils entendent donc passer le week-end à s'organiser pour rallier à eux des voix derrière la candidature de Gramegna. Le vote étant secret, ils espèrent que certains ministres du parti de droite et de centre droit PPE dérogent à la consigne informelle de soutenir le socialiste portugais, Mario Centeno.

Mais derrière ces calculs purement stratégiques se cache un enjeu de taille : celui qui présidera l'Eurogroupe sera chargé de rapprocher les positions des uns et des autres sur un sujet qui concerne tous ceux qui ont des euros dans leur porte-monnaie. Quelle direction doit prendre la zone euro ?

Les « programmes » des candidats, qui n'ont pas été rendus publics, mais que nous avons consultés, sont à une telle équidistance des différentes sensibilités nationales et politiques, qu'ils laissent présager bien des difficultés dans la discussion qui va s'ouvrir dès la semaine prochaine, avec les propositions de la Commission européenne, et le sommet des chefs d'État de la zone euro mi-décembre.

La question sera de voir à quel point les ministres peuvent se montrer efficaces, inventifs et ambitieux maintenant qu'il n'y a plus l'urgence de la crise. ■

ELODIE LAMER

ILS ONT ÉTÉ À LA PRÉSIDENTE**Le défenseur des « petits »**

L'actuel président de la Commission européenne et ancien Premier ministre du Grand-Duché, Jean-Claude Juncker, est resté huit ans à la présidence de l'Eurogroupe, après en être devenu le premier président attiré. À cette place, il en a donc vu le meilleur (les premières années épargnées avant la crise) et le pire (la crise grecque et de la zone euro). Ce vétéran de la politique européenne au franc-parler avait fait jaser en déclarant quand les choses devenaient sérieuses, il fallait « *savoir mentir* ». Une phrase dont il a souvent dit par la suite qu'elle avait été mal interprétée. Il est vrai qu'au pire de la crise grecque, chaque déclaration pouvait faire démarrer au quart de tour les marchés financiers, déjà à cran. Juncker est souvent considéré comme celui qui a défendu bec et ongles l'appartenance de la Grèce à la zone euro. Issu d'un petit pays, il a voulu laisser place à chaque délégation pour s'exprimer.

E.L.R.



Jean-Claude Juncker.
REPORTERS

L'erreur est humaine

Trois mois après avoir été placé aux Finances aux Pays-Bas, cet ancien euro-député se retrouvait propulsé à la position la plus exposée de l'histoire de la zone euro, en janvier 2013, l'un des pics de la crise. Son cafouillage sans précédent dans la gestion du plan de sauvetage chypriote n'a heureusement pas donné le ton de ses années de président. C'est lors de son baptême de feu que l'Eurogroupe avait approuvé l'instauration d'une taxe inédite sur tous les dépôts bancaires chypriotes pour sauver les banques de l'île alors qu'ils sont en théorie protégés jusqu'à 100.000 euros. Le plan d'assistance avait été rejeté en masse par le parlement chypriote dans une semaine de pur chaos où des contrôles des mouvements des capitaux avaient dû être mis en place sur l'île. Teintée d'arrogance au début, sa personnalité s'est affirmée pour devenir la plus appréciée parmi ses collègues.

E.L.R.



Jeroen Dijsselbloem.
REPORTERS